

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG147/3
8 septembre 2004

(04-3762)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: français

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LE COSTA RICA

Communication des Parties

La communication ci-après, datée du 7 septembre 2004, est distribuée à la demande des délégations du Canada et du Costa Rica.

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

Les gouvernements du Costa Rica et du Canada sont convenus de l'opportunité de renforcer les relations commerciales entre leurs pays moyennant, entre autres initiatives, la conclusion d'un accord commercial bilatéral.

L'Accord de libre-échange entre le Costa Rica et le Canada comporte sept parties et se subdivise en 15 chapitres: objectifs, définitions générales; traitement national et accès des marchandises aux marchés; règles d'origine; procédures douanières; mesures d'urgence; mesures antidumping; services et investissement; facilitation du commerce et procédures additionnelles; admission temporaire; politique de concurrence; publication, notification et administration des lois; arrangements institutionnels et règlement des différends; exceptions; et dispositions finales.

1. Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

L'Accord de libre-échange entre le Costa Rica et le Canada a été signé le 23 avril 2001.

Au Costa Rica, l'Accord est reproduit dans la Loi n° 8300 du 10 septembre 2002, publiée dans le Journal officiel *La Gaceta* n° 198 du 15 octobre 2002.

Au Canada, l'Accord a été approuvé dans le cadre de la législation portant application de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Costa Rica, en date du 18 décembre 2001.

L'Accord est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2002.

L'Accord a été distribué aux pays membres dans une communication (WT/REG147/1) datée du 17 janvier 2003, adressée au Comité des accords commerciaux régionaux.

2. Type d'accord

L'article 1.1 de l'Accord dispose que les Parties établissent une zone de libre-échange, conformément à l'article XXIV du GATT de 1994.

3. Champ d'application

L'Accord porte sur tous les aspects du commerce, couvrant les échanges des biens et des services, et prévoyant les mécanismes de règlement des différends. S'agissant de l'investissement, les Parties prennent note de l'existence de *l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Costa Rica pour l'encouragement et la protection des investissements*, signé en 1998.

L'Accord vise le commerce de marchandises entre le Costa Rica et le Canada. Les Parties conviennent d'accorder le traitement national aux produits originaires de l'autre Partie, selon les termes fixés par l'article III du GATT de 1994, au titre duquel il n'est pas admis d'exceptions.

Pour ce qui est des données commerciales dans leurs rapports avec le processus d'élimination ou de libéralisation, on estime que dans le cas du Costa Rica, comme dans celui du Canada, plus de 90 pour cent du volume total des échanges entre les Parties seront libéralisés au cours de la période de huit ans suivant la signature de l'Accord, en prenant pour base de calcul les données commerciales pour 2001, année pendant laquelle les négociations se sont achevées. Ces estimations sont indiquées dans le tableau et les graphiques ci-après.

Accord de libre-échange (ALE) entre le Costa Rica et le Canada
Commerce bilatéral en fonction de l'accès aux marchés
dans le cadre de l'ALE
2001

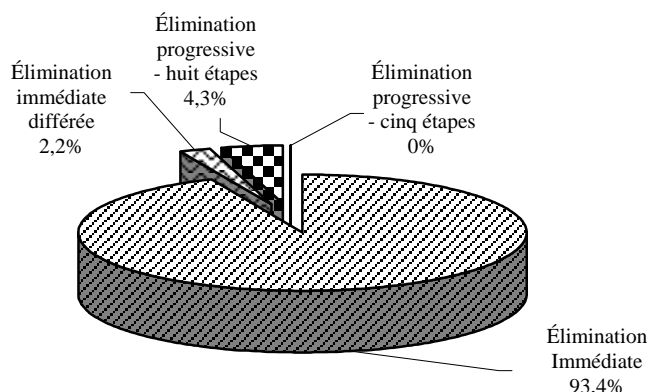
Catégorie	Dollars EU	Part (%)
Accès des exportations du Costa Rica au marché canadien		
Élimination immédiate des droits de douane (A)	28 923 685	93,4%
Élimination immédiate différée (A1)	693 505	2,2%
Élimination progressive - cinq étapes (B)	58	0,0%
Élimination progressive - huit étapes (C)	1 345 108	4,3%
Exportations du Costa Rica vers le Canada	30 962 356	100,0%
Accès des exportations du Canada au marché du Costa Rica		
Élimination immédiate des droits de douane (A)	64 461 027	87,7%
Élimination progressive - huit étapes (B)	3 979 347	5,4%
Élimination progressive - 15 étapes (C)	2 805 495	3,8%
Contingents tarifaires	1 611 298	2,2%
Exclusions ¹	650,321	0 9%
Importations du Costa Rica en provenance du Canada	73 507 488	100,0%

¹ Y compris le commerce des marchandises bénéficiant d'un accès préférentiel au titre des contingents tarifaires.

Source: Calculs propres fondés sur les données de l'agence costa-ricienne pour la promotion du commerce extérieur (PROCOMER) et de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR).

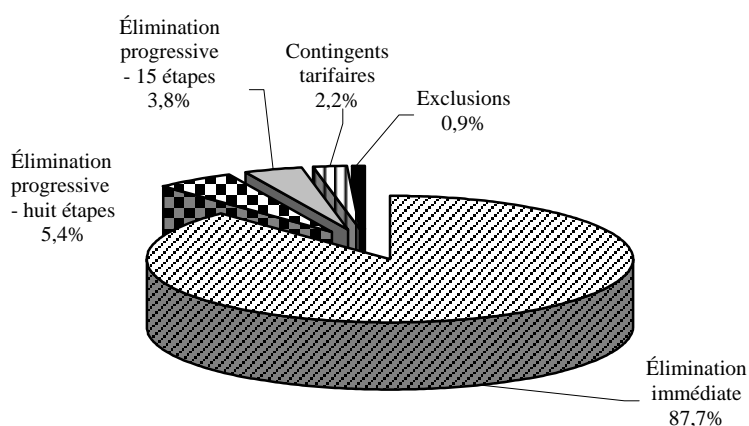
Accès des exportations du Costa Rica au marché canadien

2001



Accès des exportations du Canada au marché costa-ricien

2001



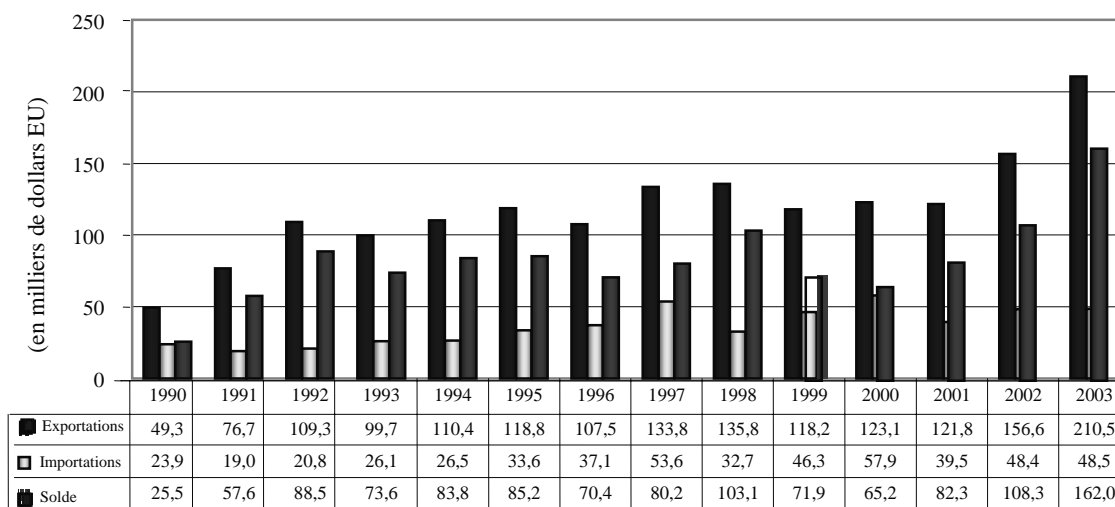
4. Données commerciales

À partir du milieu des années 90, les échanges commerciaux entre le Costa Rica et le Canada se sont intensifiés. En 2003, les flux entre les deux pays se sont chiffrés à 261,81 millions de dollars EU.

Au cours de la décennie écoulée, les exportations du Costa Rica vers le Canada ont enregistré un taux de croissance moyen de 13,6 pour cent, tandis que ses importations en provenance de ce pays ont augmenté de 9 pour cent en moyenne.

En 2003, le Costa Rica a principalement exporté vers le Canada les produits suivants: appareils électroniques, bananes, ananas, sucre, melon et café, lesquels ont représenté 80 pour cent du total des exportations. La même année, il a importé du Canada du papier journal, du chlorure de potassium, du papier Kraft pour grands sacs, des machines à mouler par injection et des fils texturés en nylon ou autres polyamides.

Échanges commerciaux du Costa Rica avec le Canada 1990-2003



Source: Statistics Canada et Strategis.

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

1. Restrictions à l'importation

Les Parties conviennent d'accorder le traitement national aux produits de l'autre Partie. Certaines mesures énoncées à l'annexe III.2 sont exemptées de cette obligation. Les Parties conviennent de ne pas adopter ou maintenir des restrictions sur tout produit importé de l'autre Partie ou exporté vers son territoire, sous réserve des dispositions de l'article XI du GATT de 1994 ou de tout accord qui lui aura succédé et auquel les deux Parties auront adhéré. Cela engage les Parties à ne pas imposer de restrictions à l'importation autres que celles fondées sur les articles XX et XXI du GATT de 1994, ou réglementées dans le chapitre traitant des mesures sanitaires et phytosanitaires, et des mesures normatives, de la métrologie et des procédures d'approbation. L'interdiction d'imposer des prescriptions de prix à l'exportation et à l'importation a été également réaffirmée.

1.1 Droits et impositions

Chaque Partie éliminera les droits de douane conformément aux dispositions de l'annexe III.3.1 (Élimination des droits de douane). Le calendrier d'élimination établi par le Costa Rica comporte cinq catégories d'élimination différentes selon le type de marchandises, alors que celui arrêté par le Canada en comporte sept. À chaque ligne tarifaire du système harmonisé correspond une catégorie d'élimination.

Catégorie	Calendrier du Costa Rica	Calendrier du Canada
A	Élimination immédiate dès l'entrée en vigueur de l'Accord	
A1	Sans objet	Élimination immédiate différée, pas plus de 120 jours après notification par le gouvernement costa-ricien au gouvernement canadien de l'élimination des subventions au titre du régime de la zone de libre-échange

Catégorie	Calendrier du Costa Rica	Calendrier du Canada
A2	Sans objet	Élimination immédiate, applicable aux positions tarifaires avec application temporaire durant une période déterminée
B	Élimination progressive en huit étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord	Élimination progressive en cinq étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord
B1	Élimination progressive en neuf étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord	Sans objet
C	Élimination progressive en 15 étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord	Élimination progressive en huit étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord ¹
D	Sans objet	Élimination progressive en neuf étapes égales dès l'entrée en vigueur de l'Accord ¹
E	Produits exclus des dispositions concernant l'élimination des droits de douane	

¹ Pour les marchandises en provenance de zones de libre-échange, l'élimination progressive s'applique au taux de droit applicable pour l'année correspondante conformément aux dispositions relatives à la catégorie d'élimination de l'année pendant laquelle le gouvernement costa-ricien notifie au gouvernement canadien l'élimination des programmes d'exonération fiscale des subventions à l'exportation prévus pour les entreprises des zones de libre-échange.

Pour le Canada, l'Accord permet un accès immédiat en franchise au Costa Rica à 65 pour cent de ses positions tarifaires. 18,7 pour cent des lignes tarifaires font partie de la catégorie B (élimination progressive en huit étapes), 14,6 pour cent relèvent de la catégorie C (élimination progressive en 15 étapes), 0,03 pour cent appartiennent à la catégorie B1 (élimination progressive en neuf étapes), 0,4 pour cent font partie des contingents tarifaires et 1,1 pour cent sont exclues de l'élimination des droits de douane.

S'agissant du Costa Rica, l'Accord permet un accès immédiat en franchise au Canada pour 82,5 pour cent des positions tarifaires. 3,5 pour cent et 0,3 pour cent des lignes tarifaires appartiennent aux catégories A1 et A2 respectivement, 0,8 pour cent relèvent de la catégorie B (élimination progressive en cinq étapes), 10,8 pour cent appartiennent à la catégorie C (élimination progressive en huit étapes) et 0,1 pour cent font partie de la catégorie D (élimination progressive en neuf étapes). Le Canada a exclu de son calendrier d'élimination 1,9 pour cent de ses lignes tarifaires.

Pourcentage des lignes tarifaires par catégorie d'élimination

Catégorie	Costa Rica	Canada
A	65,1%	82,5%
A1	-	3,5%
A2	-	0,3%
B	18,7%	0,8%
B1	0,03%	-
C	14,6%	10,8%
D	-	0,1%
Contingents tarifaires	0,4%	v.i.
E	1,1%	1,9%

v.i.: valeur insignifiante.

Le Costa Rica a exclu les types de produits ci-après: viande bovine, porcine et de volaille, produits laitiers, produits horticoles (pommes de terre, tomates, oignons, haricots, piments doux,

chou-fleur), saucisses et préparations similaires à base de viande de volaille. Cependant, pour certains de ces produits, le Costa Rica a accordé un accès préférentiel sous quota. De son côté, le Canada a exclu trois types de produits: les produits laitiers (y compris la crème glacée, les laits modifiés et les boissons à base de lait), les produits avicoles (animaux vivants, viande, matières grasses, œufs, saucisses et préparations similaires à base de viande et d'œufs), et la viande bovine, fraîche, réfrigérée ou congelée. Un contingent tarifaire a été également établi pour les deux pays.

1.2 Restrictions quantitatives

L'article 3.7 dispose que l'élimination des restrictions à l'importation et à l'exportation doit se faire conformément aux dispositions de l'article XI du GATT de 1994 (élimination générale des restrictions quantitatives), cela dit, il ménage la possibilité d'incorporer les résultats d'autres négociations relatives à tout accord ou traité conclu par les Parties, qui aura succédé au présent accord. Les dispositions prises par les Parties excluent certaines mesures, qui sont énumérées à l'annexe III.2 de l'Accord.

1.3 Tarif extérieur commun

L'Accord n'a pas pour objet d'établir un tarif extérieur commun pour les marchés de pays tiers.

2. Restrictions à l'exportation

2.1 Droits et impositions

L'article 3.10 (taxes à l'exportation) dispose qu'aucune des Parties n'adoptera ni ne maintiendra de taxes, droits ou autres frais relativement à l'exportation de marchandises vers le territoire d'une autre Partie, à moins que ces taxes, droits ou autres frais ne soient adoptés ou maintenus à l'égard de ces marchandises lorsqu'elles sont destinées à la consommation intérieure. Cet article est sans préjudice des dispositions de l'annexe III.10 (taxes à l'exportation) qui contient les exceptions ci-après concernant le Costa Rica:

- la banane, selon la Loi n° 5515 du 19 avril 1974 et ses modifications, la Loi n° 5519 du 24 avril 1974 et ses modifications et la Loi n° 4895 du 16 novembre 1971 et ses modifications, ou selon toute disposition ultérieure équivalente;
- le café, selon la Loi n° 2762 du 21 juin 1961 et ses modifications, ainsi que la Loi n° 5519 du 24 avril 1974 et ses modifications, ou selon toute disposition ultérieure équivalente; et
- la viande de bœuf et le bétail sur pied, selon la Loi n° 6247 du 24 mai 1978 et ses modifications, ainsi que la Loi n° 5519 et ses modifications, ou selon toute disposition ultérieure équivalente.

2.2 Restrictions quantitatives

Comme c'est le cas pour les restrictions quantitatives (voir section I.2), conformément à l'article 3.7, les Parties sont tenues de ne pas adopter ou maintenir une interdiction ou une restriction à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire de l'autre Partie. Les exceptions à cette disposition figurent à l'annexe III.2.

2.3 Autres mesures à l'exportation

L'article 3.11 de l'Accord dispose qu'une Partie peut maintenir des restrictions à l'exportation justifiées en vertu des dispositions du GATT de 1994. Toutefois, il y a une série de conditions à remplir pour pouvoir adopter ou maintenir une telle restriction, qui sont les suivantes:

- la restriction ne réduit pas la proportion des expéditions totales pour l'exportation du produit mis à la disposition de cette autre Partie par rapport à l'approvisionnement total en ce produit de la Partie qui maintient la restriction, comparativement à la proportion observée pendant la période de 36 mois la plus récente pour laquelle des dispositions sont disponibles avant l'imposition de la mesure, ou pendant toute autre période représentative dont peuvent convenir les Parties;
- la Partie n'impose pas un prix à l'exportation plus élevé que le prix demandé lorsque le produit en question est consommé au pays; et
- la restriction n'exige pas une perturbation des voies normales assurant l'approvisionnement de l'autre Partie, ni des proportions normales entre des produits ou des catégories spécifiques de produits fournis à l'autre Partie.

3. Règles d'origine

Des règles d'origine détaillées sont énoncées au **chapitre IV** de l'Accord. De manière générale, un produit est qualifié d'originaire s'il est entièrement produit dans la zone de libre-échange; toutes les matières non originaires utilisées dans la production d'un produit subissent le changement de classification tarifaire applicable indiqué à l'annexe IV.1 et, dans certains cas, contiennent une certaine teneur en produits costa-riciens ou canadiens; s'il est entièrement produit à partir de produits originaires dans la zone de libre-échange; ou s'il est entièrement produit sur le territoire de l'une des Parties ou des deux, mais que l'une ou plusieurs des matières non originaires qui sont utilisées dans sa production ne peuvent subir un changement de classification tarifaire du fait que le produit et les matières non originaires sont classés sous la même sous-position, ou sous une position qui n'a pas été subdivisée en sous-positions, pour autant que le produit ait une teneur en valeur régionale.

Il y a également un certain nombre d'autres règles spéciales pouvant s'appliquer dans certaines circonstances, mais qui pourraient permettre dans d'autres cas de considérer des produits non originaires comme originaires aux termes de l'Accord. Ces règles spéciales figurent à l'article 4.3 "cumul" et à l'article 4.4 "règle *de minimis*". L'article relatif au cumul permet le cumul de matières et de processus de production entre producteurs sur les territoires du Canada et du Costa Rica.

D'autres dispositions permettent d'établir comment certaines matières doivent être traitées pour déterminer l'origine des produits (par exemple matières d'emballage et de conditionnement, produits et matières fongibles, ensembles ou assortiments de produits, accessoires, pièces de rechange et outils, et matières indirectes utilisées au cours de la production des biens). Il existe également une liste énumérant les opérations qui ne confèrent pas l'origine.

S'agissant de la réexpédition, l'Accord précise qu'un produit perd son caractère de produit originaire si, après sa production, ledit produit fait l'objet d'une production supplémentaire ou de toute autre opération à l'extérieur du territoire des Parties, autre qu'un déchargement, un rechargement ou toute autre opération nécessaire pour le maintenir en bon état ou pour le transporter vers le territoire d'une Partie; ne demeure pas assujéti au contrôle douanier pendant qu'il est à l'extérieur des territoires des Parties; ou entre sur le territoire d'un pays tiers à des fins de commerce ou de consommation.

Les règles spécifiques d'origine énoncées à l'annexe IV.1 visent à offrir aux exportateurs de la possibilité d'avoir accès à l'autre marché même si le produit contient des intrants importés.

Les procédures douanières figurent au **chapitre V** qui sert de cadre général de référence pour les principes qui doivent être appliqués par les autorités compétentes des pays qui constituent la zone de libre-échange et par les utilisateurs, et ce afin d'accélérer les procédures douanières.

Le chapitre en question comprend les règles applicables aux procédures douanières aux fins de la détermination de l'origine des marchandises. Par exemple, il contient des dispositions concernant les certificats d'origine, les obligations des importateurs et des exportateurs, les procédures de vérification de l'origine des marchandises, le caractère confidentiel, les décisions anticipées, les sanctions, l'examen et l'appel, la réglementation uniforme et la coopération entre les administrations des douanes.

4. Normes

4.1 Obstacles techniques au commerce

Les relations entre les Parties concernant ces obstacles sont régies par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

En outre, en application du paragraphe 3 de l'article 9.6, les Parties s'engagent à élaborer des programmes de coopération technique visant à l'exécution intégrale et effective des obligations énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques, et ce grâce à la promotion de l'échange bilatéral d'informations institutionnelles et réglementaires, ainsi qu'à la coopération technique et à la promotion de la coordination bilatérale par des organismes appropriés dans les forums multilatéraux et internationaux sur les normes, y compris la métrologie.

4.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires

Les mesures sanitaires et phytosanitaires sont réglementées par l'article 9.5 selon une double approche: la réaffirmation des droits et obligations découlant pour les Parties de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) et la reconnaissance des avantages des programmes bilatéraux de coopération technique et institutionnelle.

Les relations entre les Parties concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires sont régies par l'Accord SPS de l'OMC. En outre, un Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, composé de représentants de chacune des Parties et chargé des questions relatives auxdites mesures, a été créé pour servir de cadre permanent aux activités relatives à la consultation et à la coopération.

5. Sauvegardes

Le chapitre VI (mesures d'urgence) énonce les règles et critères techniques qui président à la mise en œuvre de mesures de sauvegarde, en faisant la distinction entre les mesures d'urgence bilatérales et les mesures d'urgence globales. S'agissant des mesures d'urgence bilatérales, chacune des Parties conserve ses droits et obligations découlant de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et de tout autre accord destiné à les remplacer.

L'Accord ménage la possibilité d'imposer des mesures bilatérales (entre le pays importateur et le pays exportateur) si, par suite de la réduction ou de l'élimination de droits prévus aux termes de l'Accord, un produit originaire du territoire d'une Partie est importé sur le territoire de l'autre Partie en quantités tellement accrues et à des conditions telles que les importations du produit depuis la Partie exportatrice constituent à elles seules une cause importante de préjudice grave ou de menace de

préjudice grave à une branche de production nationale qui produit un produit similaire ou directement concurrent. En pareil cas, la Partie lésée peut, pendant la période de transition: suspendre toute réduction ultérieure du taux de droit prévue pour le produit aux termes de l'Accord; augmenter le taux de droit applicable jusqu'à un niveau n'excédant pas le moins élevé des taux suivants, à savoir le taux de droit de la nation la plus favorisée (NPF) appliqué au moment de l'adoption de la mesure ou le taux de droit NPF appliqué le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord; ou dans le cas d'un droit appliqué à un produit sur une base saisonnière, augmenter le taux de droit jusqu'à un niveau n'excédant pas le taux de droit NPF qui était appliqué au produit durant la saison correspondante précédant immédiatement la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Le chapitre VI précise également les conditions relatives à la notification, aux délais d'application, à la possibilité de prorogation et à la compensation de l'autre Partie eu égard notamment à la mise en œuvre de ce type de mesures. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux mesures d'urgence concernant les produits relevant de l'annexe sur les produits textiles et les vêtements.

Figurent également au chapitre VI des dispositions concernant l'administration des procédures d'application des mesures d'urgence en général. Celles-ci se rapportent à l'application uniforme, impartiale et raisonnable de lois, règlements, dispositions et décisions régissant dans chacune des Parties les procédures relatives à l'adoption d'une mesure d'urgence. Ainsi, les Parties sont tenues d'adopter ou maintenir des modalités équitables, rapides, transparentes et efficaces pour les procédures relatives à l'adoption d'une mesure d'urgence. Chacune des Parties confie à un organisme d'enquête compétent la détermination de l'existence d'un préjudice grave, ou d'une menace de préjudice grave. Les décisions de cet organisme peuvent être soumises à l'examen de tribunaux judiciaires ou administratifs, dans la mesure prévue par la législation intérieure. Les déterminations négatives de préjudice ne peuvent être modifiées, si ce n'est à la suite d'un tel examen. Les organismes d'enquête compétents habilités par la législation intérieure à mener les procédures relatives à l'adoption d'une mesure d'urgence devraient se voir accorder les ressources nécessaires pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux mesures d'urgence concernant les produits visés à l'annexe relative aux produits textiles et aux vêtements.

Aucune des Parties ne peut demander l'institution d'un groupe spécial arbitral en vertu de l'article correspondant du chapitre relatif aux dispositions institutionnelles et procédures de règlement des différends à l'égard de toute mesure d'urgence envisagée.

6. Mesures antidumping et mesures compensatoires

Le chapitre VII (mesures antidumping) régit l'imposition des mesures antidumping.

Ce chapitre consiste en un article unique stipulant qu'à moins de disposition contraire dudit chapitre, les dispositions de l'Accord sur l'OMC régissent les droits et les obligations des Parties en matière d'imposition de droits antidumping. Il stipule également que tous les différends entre les Parties au sujet de l'application des mesures antidumping par l'une ou l'autre des Parties sont réglés conformément à l'Accord sur l'OMC.

Ce chapitre dispose qu'eu égard à l'intérêt qu'il y a à promouvoir des améliorations aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC et à y apporter des éclaircissements, les Parties reconnaissent qu'il est souhaitable de mettre sur pied une procédure nationale selon laquelle les autorités responsables des enquêtes peuvent prendre en compte, lorsque les circonstances le justifient, des questions plus larges d'intérêt public; de prévoir la possibilité d'imposer des droits antidumping inférieurs à la pleine marge de dumping lorsque les circonstances le justifient; d'avoir une méthode transparente et prévisible d'imposition et de perception des droits antidumping qui permette une évaluation définitive expéditive des droits antidumping; et d'évaluer les conditions de concurrence entre les produits importés et entre les produits importés et les produits nationaux du même genre,

conformément à l'article 3.3 de l'Accord de l'OMC sur l'interprétation de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Il réaffirme que les Parties réitèrent leur engagement de respecter pleinement leurs obligations en vertu des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, eu égard à l'intérêt qu'il y a d'assurer l'équité procédurale et la transparence dans les enquêtes antidumping.

L'Accord ne comprend pas de dispositions concernant l'imposition de droits compensateurs.

7. Subventions et aides de l'État

L'article 3.12 et 3.13 dispose que les deux Parties conviennent de coopérer dans le but d'éliminer au plan multilatéral les subventions à l'exportation de produits agricoles. Bilatéralement, elles conviennent d'éliminer, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord, toute forme de subventions à l'exportation de produits agricoles destinés à l'autre Partie et d'en prévenir le rétablissement.

Les Parties reconnaissent l'importance du soutien interne au secteur agricole, mais conviennent que ce soutien peut avoir des effets de distorsion sur la production et le commerce des produits agricoles. Afin de réduire et d'éliminer ces distorsions, les Parties conviennent de coopérer dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture pour:

- réduire le plus possible ou éliminer ce type de mesures qui nuit à la production et au commerce;
- établir une limite globale de la valeur de soutien interne de chaque type (catégories "verte", "bleue" et "ambre");
- examiner les critères applicables à la "catégorie verte" pour vérifier que le soutien versé à ce titre ne nuit pas à la production et aux échanges;
- convenir de ce que le soutien de la "catégorie verte" ne devrait pas avoir un effet compensateur.

En attendant que soient éliminées les mesures de soutien interne nuisant aux échanges dans le cas où une Partie maintient une mesure que l'autre Partie considère comme nuisant aux échanges bilatéraux visés par l'Accord, la Partie appliquant la mesure doit engager des consultations avec l'autre Partie, à la demande de cette dernière, dans l'intention de prendre tous les moyens possibles pour éviter l'annulation ou l'affaiblissement des concessions découlant de l'Accord.

8. Dispositions sectorielles spécifiques

Outre les dispositions de l'Accord qui s'appliquent à tous les secteurs industriels, l'Accord comprend une annexe au chapitre III (traitement national et accès aux marchés pour les produits) portant sur les dispositions sectorielles spécifiques pour les produits textiles et les vêtements (annexe III.1).

L'ALE comprend des dispositions spéciales applicables aux produits textiles et aux vêtements au titre de ladite annexe, qui portent sur les questions suivantes: i) admission immédiate en franchise de certains produits certifiés faits à la main, ii) mesures spécifiques de sauvegarde, iii) définitions se rapportant à l'annexe en question, iv) exceptions à certaines règles d'origine.

9. Autres dispositions

Facilitation du commerce

S'agissant de la facilitation du commerce, l'Accord établit au chapitre IX un cadre de principes et des obligations particulières concernant essentiellement les questions douanières, afin de faciliter le commerce dans la zone de libre-échange. Ce chapitre énonce des obligations en matière de dédouanement des produits (y compris ceux à faible risque); l'harmonisation des exigences relatives aux renseignements à fournir que les importateurs et les exportateurs sont tenus de présenter; le dédouanement des envois exprès et la simplification des procédures pour l'entrée des produits de faible valeur; les échanges électroniques entre les administrations douanières et les communautés commerciales. Il est reconnu que la coopération est fondamentale pour faciliter la conformité aux obligations énoncées dans l'Accord, c'est la raison pour laquelle il a été décidé de mettre en place un programme de coopération technique en matière douanière. Ce futur programme de travail sera axé sur plusieurs aspects du domaine douanier, dont la formation, l'évaluation des risques, les cadres de vérification et l'échange électronique des données.

Marchandises produites dans le cadre du régime des zones franches

Les marchandises produites par les sociétés opérant dans le cadre du régime des zones franches au Costa Rica soumises à l'élimination immédiate du taux de droit peuvent bénéficier des préférences si elles remplissent toutes les conditions établies dans le cadre du chapitre IV. Toutefois, s'agissant du cuir, du caoutchouc et des produits en céramique, produits dans le cadre du régime des zones franches du Costa Rica, les droits seront ramenés à zéro 120 jours après que le gouvernement costa-ricien aura prouvé au gouvernement canadien que le Costa Rica a éliminé toutes les exonérations de taxes et autres subventions à l'exportation accordées aux sociétés opérant dans les zones franches du Costa Rica.

Pour les marchandises relevant d'autres calendriers d'élimination des droits produites par les sociétés opérant dans des zones franches au Costa Rica, le taux réduit prévu dans le cadre de cette élimination progressive ne prendra effet que pendant l'année - et au taux applicable pour cette année - au cours de laquelle le gouvernement costa-ricien prouvera au gouvernement canadien que le Costa Rica a éliminé toutes les exonérations de taxes et autres subventions à l'exportation accordées aux sociétés opérant dans les zones franches du Costa Rica.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Le chapitre XIV (exceptions) énonce les règles relatives aux exceptions, dont l'objet est de définir les situations particulières dans lesquelles les dispositions de l'Accord ne s'appliquent pas pour l'une des raisons suivantes: les exceptions de l'article XX du GATT de 1994, la sécurité nationale, la fiscalité, la balance des paiements, la divulgation des informations et les industries culturelles.

Exceptions générales

Pour ce qui est des exceptions générales, l'article XX du GATT de 1994 et ses notes interprétatives, ainsi que toute autre disposition équivalente d'un accord qui lui aura succédé et auquel les deux Parties auront adhéré, sont incorporés dans l'Accord et en font partie intégrante.

Sécurité nationale

En ce qui concerne la sécurité nationale, les Parties peuvent établir des exceptions pour protéger les intérêts fondamentaux de leur sécurité ou prendre des mesures en application de leurs engagements au titre de la Charte des Nations Unies, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Fiscalité

Aucune disposition de l'Accord ne s'applique à des mesures fiscales ni n'aura pour effet de modifier les droits et obligations d'une Partie en vertu d'une convention fiscale. En cas d'incompatibilité entre l'une de ces conventions et l'Accord, les dispositions de ce dernier prévalent dans la mesure de l'incompatibilité.

Nonobstant ce qui précède, les dispositions relatives au traitement national s'appliquent aux mesures fiscales dans la même mesure que l'article III du GATT de 1994 et les dispositions relatives aux taxes à l'exportation s'appliquent aux mesures fiscales.

Balance des paiements

Les Parties peuvent établir des exceptions pour adopter ou maintenir des mesures qui restreignent les transferts si elles éprouvent ou risquent d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, sous réserve que les restrictions remplissent certaines conditions énoncées par l'article. Dès que cela est faisable, après qu'une Partie a appliqué une mesure qui restreint les transferts, ladite Partie, conformément à ses obligations internationales, soumet à l'examen du FMI toutes les restrictions imposées aux opérations sur compte courant au terme de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international; engage des consultations de bonne foi avec le FMI sur les mesures d'ajustement économique visant à remédier aux problèmes économiques et s'efforce d'adopter ou de maintenir des politiques économiques conformes à ces consultations.

Les mesures mises en œuvre ou maintenues doivent éviter de léser inutilement les intérêts commerciaux, économiques ou financiers de l'autre Partie; ne pas être plus onéreuses qu'il ne le faut pour faire face aux difficultés de balance des paiements; être temporaires et être supprimées progressivement à mesure que la situation s'améliore; être conformes aux consultations menées avec le FMI et aux dispositions des Statuts du FMI; et être appliquées à un traitement national ou un traitement de la nation la plus favorisée.

Une Partie peut adopter ou maintenir une mesure qui donne la priorité aux services essentiels à son programme économique, mais pas dans le but de protéger une industrie ou un secteur en particulier, sauf si cette mesure est conforme aux dispositions des Statuts du Fonds monétaire international.

L'article relatif à la balance des paiements établit également que les restrictions relatives aux transferts, lorsqu'elles sont appliquées à des paiements au titre des transactions internationales courantes, doivent être conformes aux dispositions de l'article VIII 3) des Statuts du FMI; doivent être conformes à l'article VI des Statuts du FMI et appliquées seulement de concert avec des mesures appliquées aux transactions internationales courantes; lorsqu'elles sont appliquées aux transferts visés à l'article 9 de *l'Accord entre le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement du Canada pour l'encouragement et la protection des investissements*, signé à San Jose le 18 mars 1998, doivent concorder avec la section V de l'annexe I de cet accord; lorsqu'elles sont appliquées aux transferts liés au commerce de produits, ne constituent pas une entrave importante au paiement des transferts dans une monnaie librement utilisable à un taux de change du marché; et ne prennent pas la forme de majorations tarifaires, de contingents, de licences ou de mesures semblables.

Divulgaration de renseignements

Aucune disposition de l'Accord n'est interprétée comme exigeant d'une Partie qu'elle fournisse des renseignements ou qu'elle donne accès à des renseignements dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait contraire à sa législation visant la protection de la vie privée ou des affaires et des comptes financiers de clients d'institutions financières.

Industries culturelles

Les mesures touchant les industries culturelles sont soustraites à l'application de l'Accord, sauf indication contraire au chapitre III (Traitement national et accès aux marchés pour les produits).

Réserves

L'Accord ne fait pas l'objet de réserves unilatérales ni de déclarations interprétatives unilatérales.

2. Adhésion

L'Accord ne prévoit pas de dispositions spécifiques permettant à d'autres pays d'y adhérer.

3. Procédures de règlement des différends

Au titre du chapitre XIII de l'Accord, un mécanisme de règlement des différends est établi. Les dispositions de ce chapitre s'appliquent lorsqu'on veut prévenir ou régler tout différend touchant l'interprétation ou l'application de l'Accord, où chaque fois qu'une Partie estime qu'une mesure adoptée ou envisagée par l'autre Partie est ou serait incompatible avec les obligations découlant de l'Accord ou aurait pour effet d'annuler ou de compromettre un avantage, au sens de l'annexe XIII.5 (Annulation et réduction d'avantages).

L'Accord dispose que sauf stipulation contraire, les différends relatifs à toute question ressortissant à la fois à l'Accord et à l'Accord sur l'OMC, à tout accord négocié aux termes de l'Accord sur l'OMC, ou à tout accord qui lui succédera, peuvent être réglés selon l'un ou l'autre instrument, au gré de la Partie plaignante. Une fois qu'un instrument a été choisi, il est utilisé à l'exclusion de l'autre instrument.

Si l'on opte pour le mécanisme prévu par l'Accord, la procédure s'ouvre par des consultations entre les Parties. Si les Parties ne parviennent pas à régler la question par voie de consultations, la Partie plaignante peut demander la création d'un groupe spécial arbitral composé de trois membres, qui exerce ses fonctions conformément aux règles de procédure qui seront arrêtées par la Commission. Les membres des groupes spéciaux sont normalement choisis sur une liste dressée par les Parties, comprenant des personnes possédant une grande connaissance et une solide expérience des questions internationales.

Le groupe spécial arbitral présente, dans les 90 jours suivant la désignation de son dernier membre, son rapport initial contenant des constatations de fait, sa détermination quant à savoir si la mesure en cause est ou serait incompatible avec l'Accord ou si elle aurait pour effet d'annuler ou de compromettre un avantage, et ses recommandations. Une fois que les Parties ont présenté des observations sur le rapport initial, le groupe spécial arbitral établit son rapport final et le présente aux Parties. La Partie visée par la plainte informe l'autre Partie de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions du rapport final dans un délai raisonnable mutuellement convenu par les Parties ou déterminé par arbitrage. Tout désaccord entre les Parties au sujet de

l'existence ou de la compatibilité avec l'Accord est réglé selon une procédure de règlement des différends exécutée par un groupe spécial de conformité composé des membres du groupe spécial initial. La Partie plaignante ne suspend pas les concessions ou autres obligations jusqu'à ce que le groupe de conformité ait communiqué son rapport aux Parties et que la Partie plaignante ait notifié à la Partie visée par la plainte les concessions ou obligations qu'elle entend suspendre. La compensation et la suspension de concessions ou d'autres obligations sont des mesures temporaires auxquelles il peut être recouru dans le cas où les recommandations et les décisions ne sont pas mises en œuvre dans un délai raisonnable.

4. Lien avec d'autres accords commerciaux

Sauf stipulation contraire, les dispositions de l'Accord prévalent en cas d'incompatibilité avec d'autres accords internationaux. Nonobstant ce qui précède, il convient de noter que les obligations découlant de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination prévalent dans la mesure de l'incompatibilité compte tenu des conditions spécifiées dans l'Accord.

5. Cadre institutionnel

L'Accord établit une série de règles relatives à son administration et pour le règlement des différends auxquels peut donner lieu sa mise en œuvre.

Organes administratifs:

La *Commission du libre-échange* (composée de représentants ayant rang ministériel) a pour fonctions de veiller à l'application de l'Accord; évaluer les résultats obtenus dans son application; et examiner toute autre question pouvant affecter son fonctionnement.

La Commission peut adopter des interprétations ayant force obligatoire de l'Accord, solliciter l'avis de personnes ou de groupes sans attaches avec des administrations nationales; prendre, dans l'exercice de leurs fonctions, toutes autres dispositions dont les Parties peuvent convenir; modifier, en vue de la réalisation des objectifs de l'Accord, la liste d'une Partie concernant l'élimination des droits de douane, pour y ajouter un ou plusieurs produits non visés par le calendrier; les périodes d'élimination progressive en vue d'accélérer la réduction tarifaire; les règles d'origine et la réglementation uniforme sur les procédures douanières. Elle institue des comités, des sous-comités ou des groupes de travail, et établit ses règles et procédures.

Les *coordonnateurs du libre-échange* supervisent les travaux de tous les comités, sous-comités et groupes de travail; recommandent à la Commission la mise sur pied des comités, sous-comités et groupes de travail; veillent à l'exécution de toute décision de la Commission, au besoin; reçoivent les notifications conformément à l'Accord; et examinent toute question pouvant affecter le fonctionnement de l'Accord, à la demande de la Commission.

Le *secrétariat* assure un soutien administratif aux groupes spéciaux institués en vertu du chapitre relatif au règlement des différends, et selon les directives de la Commission, appuie les travaux des autres comités, sous-comités et groupes, assure un soutien administratif aux groupes de travail institués en vertu de l'Accord; et facilite de toute autre façon le fonctionnement de l'Accord.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

1. Dispositions finales

Le chapitre XV (Dispositions finales) contient les dispositions finales de l'Accord. Ces règles régissent les procédures relatives aux annexes, appendices et notes de bas de page; les modifications; l'entrée en vigueur; la durée et la dénonciation; et les textes faisant foi. Il importe de noter que l'Accord a une durée indéterminée.

Le texte intégral de l'Accord peut être consulté sur les sites Web suivants:

Au Costa Rica: www.comex.gov.cr

Au Canada: www.dfait-maeci.gc/tna-nac/Costa_Rica_toc-en.asp
